

SCENARIO



INERTIE, MARGINALISATION DE LA MÉDITERRANÉE ET PRAGMATISME

1. Résumé

En 2050, la température moyenne a augmenté de 2,3°C en Méditerranée, du fait de l'inertie importante des politiques climatiques mondiales.

Les écosystèmes méditerranéens subissent des dégradations majeures qui altèrent leur fonctionnement et leur stabilité. Les risques socio-environnementaux (sécheresses, inondations) et les déstabilisations socio-politiques (comme l'accroissement des migrations illégales) se succèdent, et les économies nationales subissent des périodes de récession récurrentes.

Certains pays en crise économique se replient sur eux-mêmes, en gérant les conflits internes par l'instauration de régimes non démocratiques. La Méditerranée se trouve ainsi progressivement marginalisée de la mondialisation. Les tensions internes croissantes empêchent l'émergence de politiques environnementales ambitieuses et durables.

En réponse aux sociétés civiles dont les actions se radicalisent face à l'inaction climatique, **les gouvernements se tournent vers des politiques pragmatiques et court-termistes, mais qui ne traitent pas les problèmes à la racine, et ne peuvent donc freiner les tendances de fond, pourtant causes structurelles de la crise.** Les territoires en première ligne des modifications climatiques et écologiques deviennent inhabitables, renforçant alors les inégalités territoriales, sociales et économiques.

La Méditerranée de 2050 est un espace à deux vitesses, en voie de fracturation, et divisée entre une élite socio-économique faiblement touchée par les effets du changement climatique et des populations précaires dont les conditions d'existence et les perspectives d'avenir se dégradent sous la multiplication des risques et des événements extrêmes comme les vagues de chaleur, les méga-feux ou les tempêtes et les inondations sur le littoral.

2. Dynamiques et acteurs

CONDITIONS D'AMORÇAGE DU SCÉNARIO

2020-2030 était considérée comme la décennie pour bifurquer : cela n'a pas eu lieu pour deux raisons essentielles. D'une part, les pays et gouvernements méditerranéens restent divisés quant à la nécessité d'engager dès ces années une transition, un changement profond, au détriment du développement économique. Certains pays, notamment au Sud et à l'Est continuent à exploiter massivement les hydrocarbures pour tenter de financer la période post-carburants fossiles.

D'autre part, certaines décisions ambitieuses de la décennie 2020 - 2030 – comme par exemple la fin des ventes de véhicules neufs à moteur thermique en 2035 dans l'Union européenne – n'ont pas été généralisées à l'échelle mondiale.

L'immobilisme de certains pays s'explique à la fois par le rétrécissement des marges de manœuvre dû notamment à l'endettement, et par le poids politique d'une élite socio-économique conservatrice qui se perpétue grâce à l'exploitation de rentes et des activités non durables. Le contexte de stagnation ou de récession économique oblige les gouvernements à prendre des décisions court-termistes, pour assurer la sécurité et la protection, voire la survie de leur population. Au Nord, l'arbitrage entre la « fin du monde » et la « fin du mois » n'a pas été fait, au contraire, cette tension s'est exacerbée. Au Sud et à l'Est, l'environnement n'est toujours pas la priorité, sauf dans certains domaines vitaux, comme l'approvisionnement en eau.

Les gouvernements agissent de manière pragmatique mais sans ambition, car ils savent que les mesures ambitieuses seront impopulaires pour une partie de leur électorat. La décarbonation de l'économie coûte encore trop cher sur le court terme pour des gains jugés incertains sur le long terme. Attentisme et laisser-faire prévalent donc. Les dispositifs juridiques à disposition des pays révèlent leur inefficacité, car ils ne sont pas appliqués.

Néanmoins, certaines mesures concrètes sont prises mais essentiellement au nom de la sécurité alimentaire et énergétique. Ainsi, certains secteurs (comme l'utilisation des biotechnologies en agriculture ou le recours au gaz de schiste) sont dérégulés, sans anticiper les conséquences à long terme. Ici, l'inertie n'est pas absence de mouvement mais résulte de la somme de forces contraires qui, en s'annulant, prolonge le *statu quo*.

Les jeunes méditerranéennes s'élèvent contre l'inaction des classes dirigeantes, mais sont réprimées au nom de la sécurité collective. L'Union européenne se détourne de la Méditerranée, privilégiant son extension à l'Est. Le système de coopération méditerranéen ralentit donc peu à peu, en raison de la perte de confiance en un avenir commun de progrès. Cela a aussi comme conséquence une dégradation des ressources et des écosystèmes, parfois jusqu'à l'irréversibilité.

ACTEURS ET JEUX D'ACTEURS ASSOCIÉS

Par manque de connaissances, d'électoratisme, d'idéologie ou de collusion avec les pouvoirs socio-économiques, les gouvernements adoptent des discours et des politiques de façade qui remettent sans cesse au lendemain les décisions ambitieuses, seules capables d'avoir un effet positif sur l'évolution climatique locale et globale.

L'implication des différents acteurs reste fortement déterminée par leurs situations spécifiques très inégales. Certains groupes socio-économiques, souvent privilégiés, entretiennent cette situation de *statu quo*, car ils souffrent peu des effets des changements climatiques et globaux. D'autres profitent de cette situation de dégradation du système méditerranéen, soit parce qu'ils investissent dans les secteurs en transition, soit parce qu'ils bénéficient de mesures de compensation, captant ainsi une partie de l'argent public investi par les États méditerranéens.

Les sociétés civiles méditerranéennes, notamment les jeunes, cherchent à peser sur les gouvernements, au prix parfois d'actions violentes, mais sans grand succès. Un sentiment de résignation prime alors chez cette jeunesse dont les catégories sociales privilégiées du Nord ont tendance à fuir la région pour s'installer dans des pays en bonne santé économique (dans certains États américains, en Europe du Nord, en Nouvelle-Zélande ou au Canada par exemple).

Le secteur associatif et les réseaux de solidarité informelle se substituent de plus en plus aux États, notamment dans les domaines de l'éducation, du logement ou de l'assistance aux populations précaires.



© PeopleImages

DIFFÉRENTES PHASES

Lors de la décennie 2020-2030, il y a encore un espoir d'initier des changements profonds en termes de politiques environnementales pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et faire dévier la courbe d'augmentation des gaz à effet de serre. Mais, en l'absence de politiques proactives en matière d'atténuation comme d'adaptation, la Méditerranée fait face à une série de turbulences économiques qui renforcent sa marginalisation de l'économie mondiale. Les inégalités sociales et économiques se renforcent, d'abord au Sud et à l'Est sous les effets plus intenses du changement climatique, contribuant à une explosion des migrations illégales qui ne peuvent être contenues.

La stagnation économique réduit encore les possibilités de politiques redistributives et les richesses produites restent, pour l'essentiel, captées par une minorité des populations, ne permettant pas un rééquilibrage des inégalités sociales.

Le bassin méditerranéen connaît alors une dégradation progressive qui touche quasiment tous les secteurs d'activités et les conditions de vie des populations. L'inaction généralisée - ou plutôt les politiques d'annonce sans mise en œuvre réelle - s'explique par le fait que les gouvernements proposent des solutions cosmétiques, sans ambition. Au Nord, les gouvernements achètent le calme de différentes parties de la population - celle qui n'est pas ou peu touchée par les effets futurs des changements climatiques (et qui parallèlement vote encore le plus) ou celle qui risque d'être la plus négativement affectée par les transitions nécessaires.

C'est cette politique des petits pas sous contrainte (« trop peu, trop tard ») qui entraîne la grande majorité des pays méditerranéens vers une dérive progressive, mais irréversible après deux décennies.

3. Description du scénario

CONTEXTE EXTÉRIEUR

Si les émissions de GES ont entraîné un réchauffement global de +2°C, le bassin est confronté à un réchauffement plus intense : +2,3°C. Malgré la multiplication des alertes de diverses institutions internationales - comme l'ONU, le GIEC, l'IPBES, l'UICN ou la Banque mondiale - et les négociations climatiques annuelles, les pays n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une stratégie globale et coordonnée pour faire baisser drastiquement les émissions de gaz à effet de serre.

Certaines mesures comme la contribution des pays du Nord au financement de l'adaptation dans les pays du Sud n'ont pas été ratifiées. On assiste à une défiance envers les institutions internationales héritées de la Seconde Guerre mondiale, accusées par certains gouvernements

d'instrumentaliser la question climatique à des fins politiques.

Sur le climat, comme sur les autres problèmes globaux, c'est la politique de l'apparence et celle des petits pas qui priment sur l'ambition et le réalisme. Suite à la guerre en Ukraine, l'Union européenne accélère sa politique d'intégration des pays de l'Est de l'Europe (Ukraine, Moldavie) pour des raisons géopolitiques et économiques. Cette extension vers l'Est se fait au détriment de la Méditerranée (et même éventuellement des Balkans), l'Union européenne ralentissant sa politique de voisinage et d'investissement dans la rive sud. Cet élargissement renforce finalement l'inaction en matière environnementale, l'Union européenne cherchant un consensus impossible, d'autant plus qu'elle est contestée en son sein par un nombre croissant de gouvernements populistes.

GÉOPOLITIQUE ET GOUVERNANCE DE LA MÉDITERRANÉE

À l'échelle méditerranéenne, cette défiance envers les institutions supranationales s'exprime également. Si certaines coopérations économiques entre pays méditerranéens sont initiées autour de secteurs stratégiques, comme celui de l'énergie, d'autres se heurtent à des conflits d'usage croissants et récurrents. En effet, l'espace maritime et littoral méditerranéen fait l'objet de disputes entre des usages de plus en plus concurrents (pêche, éolien marin, transports, protection de la biodiversité, tourisme, etc.), usages normalement régulés par le droit maritime et la Convention de Barcelone, mais dont l'application reste lâche et non systématique.

La fragmentation des outils juridiques et le fait que la planification maritime ne soit pas appliquée par tous les pays du bassin, notamment en ce qui concerne l'évaluation environnementale des activités maritimes, entraînent une situation de *statu quo* et donc d'entretien des conflits. Par exemple, le développement massif au large de l'éolien marin est source de compétition spatiale avec d'autres activités comme la pêche, les activités militaires ou le transport maritime et de problèmes pour la biodiversité.

Globalement, la primauté donnée aux intérêts nationaux sur les coopérations supranationales entraîne un affaiblissement général du poids de la Méditerranée dans les équilibres géopolitiques et économiques mondiaux.

La Méditerranée, autrefois centre des échanges commerciaux mondiaux, se marginalise, face à son incapacité à engager des politiques de long terme. Les difficultés à maintenir la sécurité dans les voies commerciales maritimes pour les porte-conteneurs entraînent une baisse du trafic commercial par le canal de Suez, et donc une baisse du trafic mondial qui passe par la Méditerranée.

Paralysée par des problèmes chroniques d'insécurité, incapable de surmonter ses difficultés économiques internes et son endettement, mise à l'écart des dynamiques mondiales qui se concentrent sur l'Asie et l'Amérique du Nord, la région voit la place qu'elle occupe au niveau mondial se réduire inéluctablement.

Dans ce contexte peu dynamique, qui touche aussi la rive nord qui se dépeuple, les pays de la Méditerranée

se replie sur des politiques pragmatiques de court terme, en réaction aux chocs économiques et sociaux d'intensité diverse qu'ils traversent, sans réussir à réduire leurs vulnérabilités. Les espoirs mis dans une réduction des inégalités entre les deux rives s'éloignent.

Les grandes puissances mondiales, telles que la Chine, la Russie ou les États-Unis, qui s'affrontent indirectement dans d'autres zones géographiques, comme l'Afrique subsaharienne ou l'Asie du Sud-Est, maintiennent une présence militaire importante dans la région.

Sans politique de coopération ambitieuse pour assurer un co-développement des rives méditerranéennes, la question migratoire reste sans solution pérenne et déstabilise grandement la région. Aux flux migratoires intra-méditerranéens s'ajoutent ceux provenant d'Afrique sub-saharienne et de pays d'Asie fortement touchés par le changement climatique (Bangladesh, Pakistan, Myanmar). La question migratoire est un sujet de fortes tensions diplomatiques entre les différents pays méditerranéens. Elle peut être éventuellement instrumentalisée par certains gouvernements qui cherchent alors à peser sur les équilibres géopolitiques (le « chantage aux migrants »). Pour des raisons géopolitiques et énergétiques (par exemple les gisements de gaz) et pour faire face au défi des migrations illégales, on assiste à une militarisation des frontières et des espaces maritimes. Cette course aux armements renforce les tensions entre les pays voisins.

DÉMOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

En 2050, le bassin méditerranéen compte 634 millions d'habitants (contre 521 millions en 2020, +22 %), les pays du Sud et de l'Est étant en voie de terminer leur transition démographique. La population du Nord a subi une légère baisse (-5 %) tandis que les pays de l'Est (+30 %) et du Sud (+44 %) ont vu leur population fortement augmenter. On constate un vieillissement généralisé de la population, plus marqué au Nord qu'au Sud et à l'Est. Dans certains pays, l'effondrement de la population ou au contraire sa croissance très rapide - comme en Égypte - deviennent des enjeux de soutenabilité majeurs, mais sans possibilité de changer de trajectoire.

Concernant les dynamiques migratoires régionales, les Balkans voient une grande partie de leur « force vive » (jeunes éduqués) fuir la région pour aller vers des pays qui offrent de meilleures perspectives d'emploi, comme ceux de l'Europe de l'Ouest et du Nord.

Ce phénomène de « fuite des cerveaux » (*brain drain*) est aussi à l'œuvre au Sud de la Méditerranée, mais il est compensé par un « retour au pays » d'une diaspora avec un haut niveau de formation lorsqu'ont été mises en place des politiques favorables à leur retour (salaires plus élevés, création d'opportunités économiques, meilleur statut social). Ils investissent alors dans des secteurs en adaptation (énergie verte, dessalement, aquaculture, etc.).

Même si l'on observe certaines relocalisations des activités et des populations dans les arrière-pays et les zones rurales, dues à l'essor du télétravail pour les

cadres et employés dans le tertiaire et la dynamique territoriale de « retour à la campagne » des catégories sociales privilégiées, les grandes tendances de fond (métropolisation et littoralisation) continuent à modeler les paysages méditerranéens. Ces évolutions assez rapides contribuent à déstabiliser les équilibres socio-environnementaux de la région.

La grande majorité de la population vit dans de grandes aires urbaines littorales, ce qui a des conséquences néfastes sur la santé des environnements et des populations (« One Health »). Dans de nombreuses zones urbaines paupérisées où survivent des populations en extrême précarité, on assiste à la réémergence de maladies « disparues » dans les sociétés industrielles développées comme la tuberculose, la gale ou la syphilis – tandis que s'accroissent celles liées à la pauvreté et à la sédentarité urbaine comme l'obésité et le diabète.

Les modifications climatiques, notamment l'augmentation des températures, favorisent l'émergence de maladies vectorielles telles que la dengue, Zika et le chikungunya, transportées par le moustique tigre *Aedes albopictus* et *Aedes aegypti* dont l'aire de répartition ne cesse de croître.

Ces grandes aires urbaines sont également confrontées à un accroissement des inégalités. Des « bidonvilles » côtoient des quartiers nouveaux fortement internationalisés et financés par des fonds de pension étrangers. C'est dans ces quartiers d'affaires que travaillent la plupart des classes supérieures, dans des emplois de service, dans l'informatique, la finance, etc. Les quartiers résidentiels de ces catégories sociales sont souvent fermés et sécurisés.

Les politiques migratoires restent ambiguës, sans coordination à l'échelle régionale, et sans réduction à la source ni perspective de co-développement. Elles échouent à endiguer des flux migratoires en constante augmentation. Ces flux croissants sont dus à l'augmentation des conflits liés souvent aux effets des changements climatiques (sécheresses, famines, etc.). Ils déstabilisent les relations diplomatiques entre les pays des trois rives et fragilisent les gouvernements méditerranéens qui doivent affronter des contestations de plus en plus fortes. La montée des populismes et l'exacerbation d'une hostilité anti-migrants poussent à la multiplication de milices privées pour surveiller et contenir les flux migratoires illégaux. De fait, les populations migrantes deviennent des bouc-émissaires face à une situation économique qui se dégrade, la question migratoire étant au centre de l'attention médiatique, obligeant tous les partis politiques à se positionner sur cette question.

ÉCONOMIE ET POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

L'état général de l'économie méditerranéenne se dégrade progressivement, même si certains secteurs liés à la transition énergétique, comme le solaire, connaissent un certain essor. Faute de capacité de recherche et d'innovation, la Méditerranée est marginalisée dans la révolution numérique et arrive difficilement à se positionner dans la mondialisation. En dépit des efforts de diversification, le développement

continue à reposer pour une part importante des pays sur l'exploitation des rentes (mer, soleil, énergies fossiles, produits méditerranéens, etc.), mais celles-ci sont menacées par le changement climatique et par la décroissance de leur rendement.

Certains pays du Sud et de l'Est profitent néanmoins de la transition vers des énergies décarbonées en accueillant de grands projets d'infrastructures – panneaux photovoltaïques en champs dans le désert, éolien en mer à proximité des côtes, stockage souterrain de carbone, géothermie profonde – pour en tirer une manne financière et créer des emplois. Ce revenu n'est pourtant pas équitablement redistribué au sein de la population, entraînant un accroissement des inégalités sociales et économiques.

Certains territoires à fort potentiel économique mais dont les capacités d'investissement sont limitées – que ce soit pour la production d'énergie renouvelable, pour le tourisme ou l'aquaculture – s'engagent avec difficulté dans la compétition pour capter l'aide dont une partie vient de grands fonds de pension étrangers, qui s'adjugent alors une partie de la rente. Les politiques de redistribution se heurtent ainsi aux intérêts de ceux qui possèdent les capitaux et les moyens de production. Les inégalités se creusent à l'intérieur et entre les pays – dont certains ne parviennent pas à sortir du marasme profond qui les frappe depuis la décennie 2010.

La Méditerranée de 2050 est une zone à deux vitesses sur les plans économiques et sociaux. Si la transition énergétique a bien été engagée en Méditerranée, elle se fait essentiellement par les technologies et au service du profit économique, sans justice sociale ou politiques de redistribution. La transition s'opère donc par « à-coups », sans changement profond de système, et au gré des secteurs en crise, y compris parfois en revenant sur les normes en vigueur.

Les grandes entreprises poursuivent des politiques de rentabilité maximale et de court terme, sans prendre en charge les externalités négatives sur les ressources ou l'environnement. Elles se protègent des critiques des réseaux sociaux et des ONG par des politiques de communication élaborées, mobilisant à prix élevé des scientifiques et des influenceurs peu soucieux d'éthique.

Elles construisent un « vernis écologique » (via le *green* et le *blue-washing*), s'appuyant sur des effets d'annonce bien dosés et la judiciarisation d'obstruction des procédures à leur encontre.

Le « verdissement » des économies s'opère essentiellement pour des raisons de rentabilité. Il se développe ainsi un « marché du vert » attractif pour les capitaux et basé sur des mécanismes de compensation carbone et promouvant des « solutions » éco-technologiques : hydrogène « vert » (ou labellisé comme tel), stockage du CO₂ dans des cavités souterraines, etc.

Un investissement « vert » doit avant tout, dans ce scénario, être rentable – comme c'est le cas également pour « l'économie bleue ». Grâce à des campagnes intenses de lobbying auprès de diverses instances comme la Commission européenne, les grandes firmes transnationales du secteur de l'énergie, de l'agro-alimentaire ou du numérique

influencent les processus de certification et de labellisation vertes. Ainsi, en matière de transition environnementale, c'est toujours la politique des petits pas qui prévaut, et la responsabilité incombe prioritairement au consommateur qui est invité à « verdir » ses comportements. On ne rompt ni avec la recherche de la croissance économique, ni avec la consommation, et on invite les citoyens à se comporter comme des « consommateurs responsables ».

La propriété et le « neuf » sont toujours valorisés socialement. À l'échelle locale, circuits courts, recycleries et économie de la seconde main (friperies vestimentaires, boutiques de réparation...) se développent néanmoins, grâce au soutien des pouvoirs publics ou pour des raisons de pauvreté.

Les secteurs liés à l'économie de la mer n'ont pas engagé de transition substantielle vers une durabilité accrue. Ils restent fortement polluants – comme le transport maritime, les chantiers navals ou le tourisme.

Ce dernier s'organise autour d'un développement à deux vitesses : un tourisme de masse dont l'empreinte écologique est forte (villages vacances situés sur les littoraux) et un éco-tourisme dans des paysages et socio-écosystèmes préservés, mais qui est cher et réservés à une élite. Certains territoires très dépendants du tourisme (comme certaines îles méditerranéennes) subissent de plein fouet les modifications climatiques.

Pour continuer à accueillir les touristes et préserver la manne financière qui en découle, ces territoires doivent s'adapter, en défensive, aux changements climatiques. Ils sont donc contraints de se tourner vers des capitaux étrangers pour financer de grandes infrastructures de défense et d'aménagement : digues, pilotis, irrigation, reforestation, etc. Ceux qui ne font pas ce choix sont déclassés puis se paupérissent.

Malgré plusieurs tentatives de réguler de manière plus stricte l'exploitation des ressources marines, aucun consensus à l'échelle de l'ensemble de la mer Méditerranée n'émerge en raison de la persistance des conflits sur la délimitation des zones économiques exclusives.

SCIENCES ET TECHNOLOGIES

Malgré les vœux affichés des dirigeants méditerranéens de faire de cet espace le centre névralgique de nouvelles technologies vertes (alliance pour l'hydrogène vert, éoliennes marines) et de développer un partenariat pérenne entre les pays du Nord et du Sud sur les technologies numériques, la Méditerranée ne réussit pas à combler son retard sur les géants américains et chinois des nouvelles technologies et du numérique.

L'Union européenne a mis au point un plan de souveraineté numérique qui lui permet une certaine indépendance, tandis qu'au Sud, la fracture numérique se maintient, limitant les perspectives de développement économique. Cependant, l'Europe elle-même, n'a pas les moyens de ses ambitions et la part des brevets et publications scientifiques des pays de l'Est et du Sud reste marginale. Les infrastructures numériques critiques et vitales de ces pays méditerranéens sont détenues par les grands



© Gargolas

groupes mondiaux (asiatiques ou états-unis). Ainsi, certaines tensions globales (comme entre la Chine et les États-Unis) ont des répercussions sur l'interopérabilité des infrastructures et des dispositifs numériques et sont la cause de pannes récurrentes.

Pour satisfaire les objectifs de développement durable (ODD), les pays méditerranéens renforcent leurs capacités de surveillance et de suivi basées sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) : réseaux de capteurs intelligents, télédétection par satellite et par drones équipés d'un système Lidar, etc. Pour autant, la recherche ou l'observation, faute de moyens publics, deviennent de plus en plus financées par des fonds privés (notamment par les GAFAM ou leurs équivalents asiatiques).

Ces systèmes de surveillance performants répondent à des objectifs plus économiques qu'écologiques. Les intérêts scientifiques laissant la place aux intérêts économiques, la mise en commun des données est freinée par des péages ou des droits, et les systèmes d'observation restent peu interopérables. Les données sensibles de sécurité restent tout de même contrôlées par les États. Finalement, l'augmentation des capacités de surveillance des socio-écosystèmes méditerranéens n'influence qu'à la marge les décisions prises par les gouvernements en termes de développement durable.

On repousse sans cesse au lendemain les décisions radicales, malgré les alertes de plus en plus pressantes des sociétés civiles méditerranéennes et mondiales. Dans certains pays, on observe même une augmentation du climatoscepticisme.

SOCIÉTÉS

La détérioration des conditions de vie et l'augmentation des inégalités ont créé le terreau favorable au renforcement de mouvements politiques antimondialistes et conservateurs et de courants religieux radicaux opposés à l'émancipation de certaines populations, comme les femmes.

Ces mouvements, dont certains s'apparentent à des sectes (comme le mouvement new age) acquièrent de plus en plus d'audience. Ceux qui militent pour l'environnement ou les journalistes qui documentent et dénoncent les conflits d'intérêt et les collusions entre entreprises, gouvernements et institutions de contrôle – font l'objet de campagnes de dénigrement sur internet, voire de violences physiques.

La jeunesse méditerranéenne, dont les perspectives d'avenir s'assombrissent, se trouve de plus en plus isolée du reste de la société. Les conflits intergénérationnels s'accroissent. La jeunesse reproche aux générations précédentes et aux gouvernements successifs leurs responsabilités dans les catastrophes climatiques qui se succèdent et leur attentisme face à leur accélération. Les mouvements pour les droits des générations futures se développent.

Au Nord, on assiste à une forte mobilisation de la jeunesse pour s'opposer à des projets non durables ou à des projets de maladaptation (comme les retenues d'eau en plaine). Face au manque de considération des décideurs politiques pour leurs revendications, ces contestations se radicalisent et sont de plus en plus violentes.

Parallèlement, pour acheter une forme de paix sociale, les décideurs multiplient les instances de concertation et de participation (ex : les conférences des jeunes sur l'adaptation), sans pour autant que cela n'influence la décision. Cette situation renforce la frustration de la jeunesse qui perd confiance dans les processus électifs et s'abstient le plus souvent de voter sauf lors d'élections locales : les jeunes quittent peu à peu la vie publique et se marginalisent en s'éloignant des sphères de décision.

Au Sud et à l'Est, la contestation de la jeunesse s'accroît, subissant de plein fouet les modifications climatiques et environnementales qui rendent leurs conditions d'existence précaires (besoins de base comme l'alimentation et le logement, etc.). La jeunesse éduquée et issue des milieux favorisés de l'Est migre vers des pays qui leur offrent des conditions de vie et de travail satisfaisantes (Europe du Nord, États-Unis, Canada, etc.), tandis que la jeunesse précaire du Sud émigre en France, en Espagne ou en Italie pour occuper des emplois considérés comme pénibles, et délaissés par la population locale.

La situation des femmes en Méditerranée fait l'objet d'évolutions contrastées, avec localement un recul de certains droits fondamentaux (difficulté d'accès à l'emploi, inégalités salariales, etc.), du fait de la consolidation du pouvoir pris par certains mouvements politiques, parfois à la frontière entre la politique et la religion.

GOUVERNANCE

Le rôle de la société civile reste contrasté et controversé. D'une part, certaines associations tentent de faire accepter des mesures de protection de la nature ou des droits humains, ou de justice, mais elles sont combattues par de nombreuses structures hostiles à tout changement de système qui se traduirait par des pertes de revenus ou de pouvoir, et leur serait donc défavorable. Ces tensions, voire ces conflits, font l'objet d'instrumentalisation par des groupes de pression dont l'agenda politique dépasse la seule problématique environnementale.

D'autre part, les dispositifs de concertation et de négociation se multiplient, sans pour autant produire d'acceptabilité sociale, car pour des raisons de puissance financière et politique, les décisions vont presque toujours dans le sens des maîtres d'ouvrages, ce qui renforce le sentiment de défiance envers la classe politique et les décideurs.

La gouvernance de l'espace marin reste dans une situation de *statu quo*, sans réel progrès. Cet espace est soumis à des intérêts étatiques et économiques qui freinent toute action allant vers une gestion durable. En raison notamment de l'élargissement de la coupure Nord-Sud, la Méditerranée fait l'objet de tensions géopolitiques et diplomatiques croissantes (par exemple sur la régulation des flux migratoires illégaux), qui empêche la construction de politiques transversales et inter-étatiques de développement durable et la définition de stratégies coordonnées à la mesure des urgences vitales.

Le partenariat euro-méditerranéen de développement durable, réaffirmé avec ambition dans les années 2020-2030, n'a finalement pas débouché sur un co-développement sur le long terme et s'est limité à des coopérations d'ordre économique. Les initiatives néanmoins prises pour renforcer les mesures de protection, étendre le droit, mettre en œuvre les objectifs de développement durable, coordonner les interventions en cas de catastrophe, etc., restent encore trop dispersées pour pouvoir avoir un impact déterminant et demeurent trop peu appliquées faute de système de contrôle efficace.

Certaines coopérations réussissent malgré tout à devenir réalité, mais elles relèvent surtout des secteurs stratégiques ou en crise, comme dans les domaines de l'énergie, de l'agro-alimentaire ou de la pêche. C'est le cas, par exemple, des importations par l'Union européenne, de gaz extrait en Méditerranée, pour remplacer le gaz russe depuis la guerre en Ukraine.

Les pays s'adaptent au fur et à mesure notamment par des actions ou réglementations pragmatiques qui répondent aux urgences mais sans traiter le plus souvent les problèmes structurels. Les politiques sont de plus en plus déterminées par les événements et les impératifs de communication. Certains secteurs controversés sont progressivement dérégulés (biotechnologie, manipulation génétique, etc.).

Des conflits sectoriels émergent à cause des décisions d'intérêt de court terme qui priment sur l'anticipation

des crises et des catastrophes à venir. Ainsi, pour développer le tourisme, on continue à construire des golfs et des piscines dans des régions soumises à des stress hydriques croissants ; on construit des résidences « les pieds dans l'eau » sans prendre en compte l'augmentation des tempêtes littorales, ni la GIZC (Gestion Intégrée des Zones Côtières).

Certaines mesures entreprises améliorent tout de même, à la marge, les conditions de vie des populations méditerranéennes, comme la végétalisation des espaces publics ou le développement des circuits courts dans le domaine de l'alimentation.

ENVIRONNEMENT TERRESTRE ET MARIN

En 2050, la neutralité carbone n'a pas été atteinte. Les politiques d'atténuation sont cependant globalement plus avancées au Nord qu'au Sud, même si là aussi, la rentabilité économique à moyen terme prime encore sur la durabilité. Les investissements étatiques restent faibles, faute de marges



© Paolo Cipriani

de manœuvre budgétaires, et les initiatives d'envergure en termes d'infrastructures ou de réaménagement des territoires sont plutôt laissées à l'initiative d'acteurs privés (grâce à un marché carbone mal régulé et à des mesures de défiscalisation qui prennent mal en compte l'environnement).

Les politiques d'adaptation, au Sud mais aussi au Nord, se font de manière réactive, en ciblant en priorité les zones à forte vulnérabilité. L'État sollicite les actions individuelles ou les associations qui préparent les populations vulnérables à la culture du risque (inondations, feux de forêts).

L'adaptation locale prévaut sur la structuration stratégique. Par exemple, au Sud, on développe l'irrigation goutte à goutte localisée et gravitaire ou des cultures moins gourmandes en eau. Néanmoins, certains pays ont parié sur des solutions technologiques dont les progrès réels se font attendre, entraînant des déficits alimentaires chroniques.

Comme les efforts de recherche d'une meilleure durabilité des systèmes de production ou de consommation peuvent entraîner provisoirement une baisse de la compétitivité ou des niveaux de vie et une dégradation des conditions d'existence, la fiscalité écologique et la taxation de l'empreinte carbone ne progressent pas, voire reculent.

Tandis que les pays du Sud sont obligés de se replier sur cette résilience « forcée » pour s'adapter aux modifications climatiques, les pays du Nord parient encore sur la modification des comportements individuels et le développement d'une culture du risque. Dans certains cas, cette dernière permet d'éviter des dommages dramatiques - comme pour la prévention des méga-feux - mais sans réussir à traiter les problèmes à la racine.

Les écosystèmes marins sont fortement touchés par les modifications climatiques qui entraînent des changements profonds de fonctionnalité et de productivité.

Les dispositifs de protection de la biodiversité (comme les Aires Marines Protégées) se développent mais faute d'un contrôle efficace de leur mise en œuvre, **la protection réelle des écosystèmes n'est pas garantie. Elle se focalise sur des espèces emblématiques comme les tortues, le corail rouge ou les posidonies.** Ces dernières font d'ailleurs l'objet de projets de transplantation, financés par les grandes entreprises méditerranéennes de transports maritimes grâce à la mise en place d'un mécanisme de compensation écologique.

Les « espèces exogènes » mais pas nécessairement « invasives » (impact négatif avéré) continuent à se répandre dans toute la Méditerranée avec une évolution accélérée de certains écosystèmes, et de nouvelles filières de production, comme le crabe bleu.

Finalement, après les premiers chocs de l'opinion publique qui regrette que la mer Méditerranée change de visage, cette évolution incontrôlable des écosystèmes est peu à peu acceptée.

Les écosystèmes terrestres subissent également des dégradations qui s'accroissent à cause du changement

climatique mais aussi de l'urbanisation, de la littoralisation et de la métropolisation. Sécheresses et canicules perturbent la production et l'approvisionnement alimentaires, et font augmenter les importations de produits de première nécessité. Certains pays se spécialisent dans la production de matières premières agricoles car ils bénéficient encore d'un climat favorable. Les entreprises *high-tech* qui produisent de la nourriture de synthèse (viande comme légumes) en profitent et acquièrent des positions dominantes sur les marchés cruciaux de la sécurité alimentaire. L'agriculture vivrière du Sud de la Méditerranée est en recul, et contribue à l'exode rural, à la métropolisation et au renforcement des flux migratoires entre la rive sud et la rive nord.

Pour répondre aux enjeux de souveraineté alimentaire, les ressources en terre, en eau et en espèces disponibles sont encore plus sollicitées, notamment par l'expansion de cultures intensives et des systèmes d'élevage non durables. Les crises de l'eau et les conflits d'usage liés à l'utilisation de cette ressource s'intensifient. Les solutions technologiques proposées restent souvent controversées (ex : les « bassines » de réserve d'eau pour l'été ou la désalinisation).

4. Évaluation

C'est une Méditerranée désunie et minée par les inégalités sociales et territoriales qui doit affronter les turbulences climatiques majeures. Les différents acteurs et parties prenantes (gouvernements, industries, entreprises, etc.) se renvoient la balle de la responsabilité.

Ce *statu quo* durable conduit la Méditerranée vers une trajectoire de dégradations multiformes. Hormis la jeunesse, cette irresponsabilité face au changement climatique et à la perte de la biodiversité est partagée par la plupart des catégories sociales méditerranéennes. Elle est la véritable explication de cette dérive du système méditerranéen.

Si en 2050, le bassin méditerranéen est encore habitable pour une grande partie de la population méditerranéenne et que quelques actions symboliques ou cosmétiques peuvent encore être menées, la trajectoire climatique et environnementale sur laquelle le bassin méditerranéen est engagé va considérablement modifier et perturber les conditions socio-écologiques et les conditions de vie des populations dans la seconde moitié du XXI^{ème} siècle. Cette évolution est-elle irrattrapable au-delà de 2050 ? Tout l'enjeu de la survie de cette grande région est dans cette capacité de réagir à temps et collectivement. Mais ce scénario sombre est peut-être nécessaire sur deux ou trois décennies pour donner l'énergie d'un changement radical dans tous les domaines vitaux de la région méditerranéenne.